



Massacre social en médecine

Geplaatst op woensdag 23 januari 2013 | 

 SHARE

En découvrant les résultats de première session en 1ère année de médecine, à l'UCL, la FEF est scandalisée mais pas surprise par le taux d'échec élevé. L'hémorragie atteint 95% des étudiants -n'ayant pas obtenu au moins 12/20 à chaque examen.

Passer de 7 à 6 ans, avec une mauvaise adaptation des cours, des auditoires surpeuplés, ont pour conséquence de **promouvoir l'échec**. La FEF s'était déjà opposée à cette réforme en 2012, lors de l'adoption du décret réformant les études de santé, appelé aussi « décret sélection ».

Cette sélection en première année de médecine est en marche : aujourd'hui, 1 étudiant sur 2 a déjà raté son année. La réforme leur impose, en effet, de soit étaler leur année ou de se réorienter vers d'autres filières. **Cette sélection, les étudiants n'en veulent pas !**

L'application de cette sélection, dans le contexte actuel, est insensée, pour trois raisons :

Premièrement, la Santé publique connaît une **pénurie criante de médecins**. Au-delà de l'enseignement supérieur, c'est l'**avenir de notre Santé publique qui est menacé**. C'est la population belge dans son ensemble qui est lésée. Par ailleurs, la question du numerus clausus, portée par la ministre socialiste de la Santé publique, Laurette Onkelinx, n'a pas évolué depuis 2010 !

Deuxièmement, notre enseignement secondaire est le plus inégalitaire des pays de l'OCDE. Seul un public privilégié pourra désormais accéder à des études de médecine. Cette sélection est une **ségrégation sociale**. Pour la FEF, il est essentiel de donner aussi leur chance à des jeunes issus de milieux socio-économiques défavorisés, malgré qu'ils viennent d'une école qui les a moins bien armés face à l'enseignement supérieur.

Echouer à cette première session, après seulement quelques mois de cours dans le supérieur universitaire, **ne reflète en rien leur volonté** et leurs capacités réelles pour entreprendre ces études.

Enfin, il est évident que pour le ministre socialiste, Jean-Claude Marcourt, cette sélection lui garantit une économie non-négligeable. En effet, il ne fait rien de plus que **restreindre l'accès aux études plutôt que de refinancer l'enseignement** à hauteur de ses besoins.

Pour la FEF, la réponse aux défis de l'enseignement doit être un **refinancement public** de l'enseignement supérieur afin d'offrir un enseignement de qualité pour tous.